

Burundi : le CNDD-FDD, un parti-Etat ?

RFI, 05-04-2017 Au Burundi, alors que la population se plaint d'être « rackettée » par le CNDD-FDD - de devoir payer des cotisations obligatoires au parti -, l'opposition dénonce une « dérive totalitaire » du parti au pouvoir qui se confondrait avec l'appareil étatique pour contrôler tous les aspects de la société burundaise. Le parti, il concède que des « bavures » peuvent être le fait d'éléments isolés, rejette en bloc ces accusations et les attribue au complot international dont serait victime le pays.

« C'est un système d'extorsion généralisée », selon Olucome, une ONG burundaise de lutte contre la corruption. L'argent, des cotisations obligatoires, servirait à financer les activités du CNDD-FDD ainsi que les monuments à sa gloire qui « poussent comme des champignons », selon l'ambassadeur de France au Burundi. « Nous n'allons jamais lâcher », peut-on lire sur certains bâtiments. Le CNDD-FDD promet d'intervenir sur ces cas qui ne sont « pas conformes à l'esprit du parti ». Mais, pour Léonce Ngendakumana, vice-président du Fordebu, un des rares opposants restés au Burundi, c'est le signe d'une dérive « totalitaire » du CNDD-FDD. « Les piliers de la démocratie dans ce pays, qui sont les partis politiques, la société civile, les médias, ont été entièrement et complètement détruits. Il n'y a aucun autre parti qui puisse s'exprimer. Nous sommes dans un contexte où on dirait un parti-Etat », estime-t-il. L'argent serait prélevé par les Imbonerakure, la ligue de jeunesse du CNDD-FDD, qualifiés par l'ONU de milices et soupçonnés d'être impliqués dans les violations des droits de l'homme commises au Burundi. Impossible, dit-on au CNDD-FDD, à moins que des criminels ne se déguisent en membres du parti. Pour le secrétaire général adjoint du CNDD-FDD, Joseph Ntakirutimana, ces informations sont déformées à des fins politiques. « Cela a fait partie de stratégies que nos détracteurs ont utilisées pour nous faire tomber. On a aussi parlé de génocides qu'on allait commettre. Qu'est-ce que l'on n'a pas dit ? Qu'est-ce que l'on n'a pas raconté ? On a exagéré, on a menti, sur beaucoup de choses au Burundi », insiste-t-il. Depuis près de deux ans, les seules manifestations au Burundi sont celles organisées par le pouvoir. « Soit parce que l'opposition n'a pas de militants, soit parce qu'elle est enfin devenue raisonnable », affirme Joseph Ntakirutimana.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});